

Reconnaître la guerre au Sahara occidental serait pour le Maroc admettre l'existence de la partie adverse

Sahara occidental



Rédaction LNR

Le Secrétaire général (SG) du ministère de la Sécurité et de la Documentation sahraoui, Sidi Oukal a indiqué que le peuple sahraoui était mû par un seul objectif, à savoir étendre sa souveraineté sur la totalité de ses territoires, affirmant que le Maroc tenait secret la guerre au Sahara occidental, car «la reconnaître serait admettre l'existence d'une partie adverse».

Invité à l'émission «rencontre spéciale» (Likaa khas) sur la chaîne algérienne TV3, M. Oukal a expliqué que le Maroc tenait secret les batailles menées sur le terrain, car «reconnaître la guerre serait reconnaître le Sahara occidental, et admettre toutes les incidences juridiques et économiques y afférentes». Depuis la violation du cessez-le-feu, le 13 novembre dernier, « la guerre se déroule au quotidien tout au long du mur de la honte, où plus de 300 offensives militaires ont été recensées, et c'est une réalité en constante progression», a-t-il souligné. L'armée de libération sahraouie a recours à tous les moyens légaux pour atteindre son objectif, «en menant un combat armé, fondement du recouvrement de notre droit», a-t-il estimé. De surcroît, l'armée sahraouie adopte une guerre d'usure compte tenu du déséquilibre des forces, et ce serait également «une guerre populaire sous-tendant guerre des nerfs et guerre classique», a soutenu M. Oukal, indiquant que la guerre d'usure «se focalise sur le facteur humain et a pour objectif l'amoindrissement des forces ennemies». Evoquant les pertes enregistrées dans les rangs de l'armée de l'occupant, le responsable sahraoui explique que «l'armée marocaine, étant dans une position statique, constitue des cibles fixes, et les pertes sont d'ordre plutôt psychologique, facteur important d'ailleurs, ajouté aux bombardements jour et nuit causant des pertes humaines et matérielles dans les bases militaires du Makhzen». De son côté, le chargé du Secrétariat du Front Polisario, Khatri Addouh a affirmé que le Tweet du président américain sortant, Donald Trump, reconnaissant au Maroc une prétendue souveraineté sur le Sahara occidental n'aura pas de conséquences juridiques et ne peut, selon lui, influencer les positions internationales. Il a en outre écarté la possibilité de changer la nature juridique de la question sahraouie, expliquant que «l'objectif de la déclaration de Trump est la normalisation ouverte et officielle du régime marocain avec l'entité sioniste, d'autant plus que le Secrétaire général des Nations Unies a souligné que la cause sahraouie est toujours une question de décolonisation et d'autodétermination, en faveur de laquelle toutes les organisations ont exprimé leurs positions de solidarité». Le responsable sahraoui a également évoqué la réunion qu'a tenue récemment le Conseil de sécurité à la demande de l'Allemagne, indiquant qu'il «s'agissait d'une session de consultations, où il y avait consensus sur la nature juridique de la question sahraouie, comme cadre pour le règlement du conflit entre le peuple sahraoui dirigé par le Front Polisario et le Maroc». M. Addouh a en outre rappelé le dernier sommet africain, tenu en décembre dernier, où l'accent a été mis sur l'impératif respect de l'acte constitutif de l'Union africaine (UA) et de régler le différend entre les deux Etats membres de cette organisation. «Faire taire les armes n'est plus à l'ordre du jour après la violation marocaine de l'accord de cessez-le-feu», a-t-il dit, relevant la nécessité d'amener le Maroc à respecter le droit international et les principes de l'organisation panafricaine.

La position du gouvernement allemand «constante et immuable»

La représentante du Front Polisario en Allemagne, Najat Handi a affirmé samedi que la position du gouvernement allemand, en accord avec la légitimité internationale vis-à-vis de la cause sahraouie, était «constante et immuable». Dans une déclaration à l'APS, la diplomate sahraouie a fait savoir que la position de l'Allemagne envers la question sahraouie était claire, d'ailleurs solennellement exprimée par Christoph Heusgen, représentant allemand à l'ONU dans son intervention, décembre dernier, lors des concertations du Conseil de sécurité sur le Sahara occidental. «La solution définitive du problème doit s'effectuer dans un cadre onusien, conformément aux résolutions internationales y afférentes», avait-il alors soutenu. En l'absence d'une décision contraire à la précédente en appui au processus de règlement politique de la cause sahraouie, la position du gouvernement allemand demeure donc «constante et immuable», a-t-elle souligné. Et d'affirmer que les déclarations attribuées à l'ambassadeur allemand à Rabat, Gotz Schmidt-Bremme au sujet de la cause sahraouie «ne reflètent pas la position officielle du gouvernement allemand, contrairement à ce que les médias du Makhzen tentent de faire accroire». Décembre dernier, l'ambassadeur allemand à l'ONU, Christoph Heusgen, avait déclaré lors d'une réunion du Conseil sur les derniers développements au Sahara occidental, «Pour nous, résoudre les conflits pacifiquement, c'est suivre les règles, mettre en œuvre les résolutions de l'ONU et appliquer le droit international». De même qu'il avait révélé que son pays «reste profondément attaché à une solution politique qui soit réellement dans l'intérêt de tous». Le Groupe de travail de la Coordination européenne pour le soutien et la solidarité avec le peuple sahraoui (EUCOCO) a interpellé l'ONU pour son «rôle négatif» dans l'accomplissement de sa mission et de son engagement à mettre fin à la colonisation au Sahara occidental, en

tolérant « les provocations répétées de la puissance occupante qui ne cesse de faire fi du droit international et des résolutions onusiennes ». Lors de sa réunion tenue vendredi en visioconférence, l'EUCOCO a réaffirmé sa solidarité et son soutien inconditionnel en faveur du peuple sahraoui, de sa juste cause et de son «droit légal d'établir un Etat libre et indépendant au Sahara occidental, après 45 ans de lutte permanente, sous la direction du Front Polisario, reconnu par la communauté internationale, et les multiples résolutions du Conseil de sécurité affirmant le droit des Sahraouis à l'autodétermination et à l'indépendance», a rapporté l'agence de presse sahraouie (SPS). Le groupe de travail a salué la position de la RASD, suite à l'agression militaire de l'armée marocaine contre les civils sahraouis dans la brèche illégale d'El Guerguerat, le 13 novembre 2020, estimant que la démarche du Polisario «s'inscrit dans le cadre de l'exercice de son droit légitime à la défense légitime et la protection de ses citoyens». L'EUCOCO a en outre condamné «la répression brutale des droits de l'homme à laquelle s'adonne le régime marocain et le pillage effréné des ressources naturelles dans les territoires sahraouis occupés», appelant à «mettre fin au pillage et à l'oppression quotidienne qui se sont dernièrement exacerbés en raison de l'état de guerre, et à libérer tous les prisonniers politiques sahraouis détenus dans les geôles marocaines». Dans le même sillage, le groupe de travail a exhorté l'ONU et l'Union européenne (UE) ainsi que les deux gouvernements, espagnol et français, à intervenir et à mettre un terme à l'occupation marocaine «sanglante», ajoutant que le peuple sahraoui subit «un génocide honteux». L'EUCOCO a par ailleurs appelé à renforcer la coopération humanitaire en faveur des réfugiés, autour des questions fondamentales telle la santé, l'éducation et les services publics de base, au regard de la propagation de la pandémie de Covid-19 qui a aggravé la situation. A noter qu'une délégation officielle de la RASD, en sus des représentants du mouvement de solidarité d'Algérie, de Mauritanie, d'Italie, de France, d'Allemagne et de Belgique, ont pris part à cette réunion consacrée à l'évaluation de l'action menée en 2020, outre l'examen et la prise d'initiatives qui devraient être lancées tout au long de l'année 2021.

R.I